

Le droit au langage

Le droit à un interprète et un traducteur

Formation ETI du 7 mai 2022

QCM CORRIGE – TEST DE CONNAISSANCE AVANT FORMATION

1. Le droit à un interprète pour la personne accusée est protégé par ... de la Convention européenne des droits de l'homme :

- a. L'article 2
- b. L'article 6**
- c. L'article 17

2. Le droit à un interprète bénéficie au mis en cause :

- a. Ne comprenant pas la langue française**
- b. Présentant des troubles de la parole**
- c. Présentant des troubles de l'audition**

3. Au sein des dispositions du Code de procédure civile, le demandeur au procès dispose :

- a. D'un droit à un interprète
- b. D'un droit à un traducteur
- c. D'aucun de ces deux droits**

4. Concernant le droit à un traducteur, les dispositions du Code de procédure pénale sont :

- a. Muettes
- b. Très précises
- c. Insuffisamment précises**

5. Au sein des dispositions du Code de procédure pénale, la personne lésée dispose :

- a. D'un droit à un interprète**
- b. D'un droit à un traducteur**
- c. D'aucun de ces deux droits